

Notice méthodologique

Sauf indications contraires, lorsque des données sont comparées d'une année à l'autre, elles ont trait à la même période de chacune des années considérées. Dans les tableaux, les totaux peuvent différer de la somme des rubriques, parce que les chiffres sont arrondis.

Pour pouvoir décrire l'évolution de diverses données économiques importantes relatives à la Belgique pendant l'ensemble de l'année 2009, il a fallu procéder à des estimations, car le matériel statistique afférent à l'année sous revue est nécessairement parfois encore très fragmentaire. Dans les tableaux et graphiques, ces estimations, qui ont été arrêtées à la fin de janvier 2010, sont marquées du signe « e ». Elles ne constituent que des ordres de grandeur destinés à illustrer les tendances qui semblaient d'ores et déjà se dégager. Pour les périodes pour lesquelles des données sont publiées, les sources utilisées sont pour l'essentiel l'ICN, la DGSIE et la Banque. Le commentaire de l'environnement international et les comparaisons internationales se fondent le plus souvent sur les données ou estimations émanant d'institutions internationales, publiées en octobre 2009 et janvier 2010 par le FMI et en novembre 2009 par la CE et par l'OCDE.

L'unité monétaire utilisée dans le Rapport pour les données concernant les pays membres de la zone euro est l'euro. Le 1^{er} janvier 1999, celui-ci est, en effet, devenu la monnaie de la Belgique et du plus grand nombre de ces économies, l'adhésion de pays comme la Grèce, la Slovaquie, Chypre, Malte et, enfin, la Slovaquie, intervenant ultérieurement, au début de 2009 pour le dernier cité. Les montants se rapportant aux périodes qui précèdent son introduction sont convertis aux cours de conversion irrévocables de l'euro. Sauf dans les chapitres consacrés à la politique monétaire et aux prix, où sa définition coïncide avec son évolution historique, la zone euro est définie dans la mesure du possible dans le présent Rapport comme l'ensemble des pays de l'UE qui ont adopté la monnaie unique. Outre la Belgique, elle comprend donc l'Allemagne, l'Autriche, Chypre, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie et la Slovaquie. Par commodité, le terme de « zone euro » est aussi utilisé pour désigner cet ensemble de pays pour des périodes antérieures à l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'UEM. Pour un certain nombre d'analyse, la préférence a été donnée comme source à l'OCDE, qui ne reprend dans la zone euro que les pays membres de cette institution internationale, à l'exclusion donc de Chypre, de Malte et de la Slovaquie. Vu la petite taille de ces trois économies, l'évolution des données de l'OCDE est tout à fait représentative de l'ensemble de la zone euro.

Conformément à l'obligation imposée par Eurostat, l'ICN applique depuis 1999 la méthodologie SEC 95 pour l'établissement des comptes nationaux⁽¹⁾. Le Rapport intègre autant que possible

(1) Pour de plus amples informations à propos du SEC 95, voir la publication de l'ICN intitulée *Comptes nationaux 1998 – Partie 1 : Estimation des agrégats annuels*. Les modifications occasionnées par le passage au SEC 95 pour le compte des administrations publiques sont détaillées de manière plus spécifique dans une autre publication de la même source, intitulée *Comptes nationaux 1998 – Partie 3 : Comptes des administrations publiques*.

les définitions et méthodes découlant du SEC 95. Néanmoins, alors que dans ce système, les principaux agrégats issus des comptes nationaux sont présentés sous la forme de résultats nets de consommation de capital fixe, il exprime les données en termes bruts. La présentation en données brutes offre l'avantage de limiter le problème lié à l'évaluation des amortissements qui repose sur la connaissance, supposée parfaite, du stock de capital fixe. En outre, elle rend plus aisée l'interprétation de certains mouvements tels que ceux de l'excédent brut d'exploitation. Dans un souci de simplification, la ventilation sectorielle regroupe, sous le titre de « particuliers », les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages qui constituent des secteurs distincts selon le SEC 95; les termes « particuliers » et « ménages » sont néanmoins utilisés indifféremment. Ceux de « sociétés » et d'« entreprises » sont aussi employés le plus souvent indistinctement alors que, dans le commentaire de l'optique des dépenses du PIB, les « entreprises » recouvrent aussi les indépendants, qui dans les comptes réels et financiers de secteur sont repris dans le compte des ménages.

À l'instar de ceux des autres pays européens, les comptes nationaux belges ont subi les dernières années une série de révisions méthodologiques importantes, touchant notamment la décomposition des effets de prix et de volume. Des explications plus détaillées des modifications apportées de la sorte ont été fournies par l'ICN dans les publications intitulées *Comptes nationaux – Partie 2 Comptes détaillés et tableaux 1995-2004* et *Comptes nationaux – Partie 2 Comptes détaillés et tableaux 1995-2005*, qui sont parues respectivement en décembre 2005 et en novembre 2006. Ainsi, depuis 2006, les séries en volume sont exprimées en prix de l'année précédant celle pour laquelle une première publication est effectuée, alors que la pratique consistait jusqu'alors à les exprimer en prix d'une année de base fixe (2000, dans la version des comptes nationaux publiée en 2005). Cette modification permet un « chaînage » de l'évolution en volume des agrégats ou sous-agrégats. Selon cette méthode, leur croissance en volume entre deux périodes consécutives est calculée systématiquement en se référant aux prix et aux poids de l'année précédente. Les évolutions entre les périodes consécutives sont liées entre elles (cumulées) pour obtenir un indice chaîné. Quand l'indice chaîné d'un agrégat, ou d'un sous-agrégat, est appliqué au montant (niveau) d'une *année de référence*, par exemple 2007, comme dans les comptes nationaux officiels publiés au mois d'octobre 2009, on obtient une mesure de l'évolution en volume en « euros chaînés (année de référence 2007) ». Le choix de l'année de référence est sans effet sur le profil de croissance de la série. L'introduction des indices chaînés améliore la précision de la mesure de la croissance économique et augmente la comparabilité internationale des données. Dans l'utilisation de séries en niveaux chaînés, il faut toutefois tenir compte du fait que ce chaînage se traduit par une perte d'additivité des niveaux en volume (à l'exception des résultats se rapportant à l'année de référence et à celle qui la suit directement). La non-additivité implique, par exemple, que dans le cas de séries en niveaux chaînés, le PIB n'est pas égal à la somme de ses composantes (consommation finale, investissements, variation des stocks et exportations nettes).

À l'occasion de la publication des *Comptes nationaux – Partie 2 Comptes détaillés et tableaux 1999-2008*, des changements notables ont été apportés aux méthodes d'estimations de plusieurs agrégats. Ainsi, il a été procédé à une réévaluation complète de certaines rubriques des dépenses de consommation finale des ménages, en particulier des achats de véhicules et des frais liés à leur utilisation ainsi que des dépenses de tours opérateurs et voyages en avions, qui a conduit à revoir sensiblement à la baisse la consommation privée et, partant, à relever de manière marquée le taux d'épargne des ménages. Les exportations et les importations ont été revues substantiellement à la baisse en raison d'une reclassification entre unités résidentes et non résidentes de certaines entreprises exportatrices et/ou importatrices de manière à mieux éliminer les flux d'échanges qui ne sont pas associés à une activité économique sur le territoire belge. Il en a toutefois découlé un surplus plus favorable du solde des exportations et importations de biens durant la période récente. Par ailleurs, le calcul du déflateur des exportations et de celui des importations a fait l'objet d'adaptations importantes, les indices de valeurs unitaires calculés par l'ICN étant abandonnés au profit de ceux calculés pour la Belgique par Eurostat et une correction étant introduite pour mieux appréhender l'évolution de la qualité des produits échangés. Une conséquence de ces derniers

changements est une révision à la baisse des pertes de parts de marchés en volume constatées pour la Belgique en ce qui concerne l'exportation de biens.

À la clôture du présent Rapport, les comptes nationaux officiels révisés n'étaient disponibles que pour la période 1995-2008 de sorte que, pour des mises en perspective sur un passé plus long, il a fallu procéder à des estimations par rétropolation, par exemple pour le calcul du ratio de la dette publique consolidée par rapport au PIB.

Dans le chapitre consacré à l'environnement international, la présentation est également conforme au SEC 95 ou à son équivalent, le Système de comptabilité nationale publié conjointement par les Nations Unies, la Banque mondiale, la CE, le FMI et l'OCDE (SCN 1993). Les statistiques des sources auxquelles on se réfère dans le Rapport, le plus souvent la CE et l'OCDE, ne sont néanmoins pas toujours uniformisées, les périodes pour lesquelles la conversion d'un système à l'autre et les révisions méthodologiques ont été opérées demeurant très variables d'un pays à l'autre.

La ventilation des comptes financiers entre particuliers et sociétés repose en grande partie sur les données en provenance des établissements de crédit belges. Les informations permettant de ventiler les autres opérations financières du secteur privé, notamment les transactions avec l'étranger ou les achats de valeurs mobilières, sont beaucoup plus fragmentaires. La statistique principale pouvant être utilisée à cette fin, à savoir la globalisation des comptes annuels des entreprises établie par la Centrale des bilans de la Banque, est en effet partielle, n'a qu'une fréquence annuelle et n'est disponible qu'après un délai de plusieurs mois. Il a donc été nécessaire d'introduire certaines hypothèses et de procéder à diverses estimations.

Signes conventionnels

–	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.	non disponible
p.c.	pour cent
p.m.	pour mémoire
e	estimation de la Banque

Liste des abréviations

Région ou pays

BE	Belgique
DE	Allemagne
IE	Irlande
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IT	Italie
CY	Chypre
LU	Luxembourg
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PT	Portugal
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
EA	Zone euro
DK	Danemark
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
UE15	Union européenne, à l'exclusion des pays ayant adhéré après 2003
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
EE	Estonie
LV	Lettonie
LT	Lituanie
HU	Hongrie
PL	Pologne
RO	Roumanie
JP	Japon
US	États-Unis

Autres

ABEX	Association belge des experts
ABS	Asset-backed Security
Actiris	Acteur public régional de l'emploi, anciennement ORBEM
AES	Autorités européennes de surveillance
AIE	Agence internationale de l'énergie
AIP	Accord interprofessionnel
ALE	Agence locale pour l'emploi
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
BCE	Banque centrale européenne
BCN	Banques centrales nationales
BEA	Bureau of Economic Analysis
BEAMA	Belgian Asset Managers Association
BEI	Banque européenne d'investissement
BERD	Banque européenne de reconstruction et de développement
BFP	Bureau fédéral du plan
BIT	Bureau international du travail
BLS	Bank Lending Survey
BNB	Banque nationale de Belgique
BRI	Banque des règlements internationaux
CBFA	Commission bancaire, financière et des assurances
CBS	Centraal Bureau voor de Statistiek (Pays-Bas)
CCE	Conseil central de l'économie
CCT	Convention collective de travail
CDO	Collateralised Debt Obligation
CDS	Credit Default Swap
CE	Commission européenne
CeFiP	Centre de connaissances du financement des PME
CERS	Comité européen du risque systémique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CPB	Centraal Planbureau (Pays-Bas)
CREDIBE	Anciennement, Office central de crédit hypothécaire
CREFS	Comité des risques et établissements financiers systémiques
CREG	Commission de régulation de l'électricité et du gaz
CSO	Central Statistics Office Ireland
CTCI	Classification-type pour le commerce international
DEI	Demandeurs d'emploi inoccupés
DESTATIS	Statistisches Bundesamt Deutschland
DGSIE	Direction générale Statistique et information économique (SPF Économie, PME, classes moyennes et énergie)
ECOFIN	Conseil européen des ministres de l'économie et des finances de l'UE
EDP	Excessive Deficit Procedure
EESA	Emergency Economic Stabilization Act
EMBI	Emerging Markets Bond Index
EMTN	Euro Medium Term Notes
Eonia	Euro Overnight Index Average
ESRI	Economic and Social Research Institute (Japon)
ETP	Équivalent temps plein

Eurepo	Euro Repurchase Agreement
Euribor	Euro Interbank Offered Rate
FADELS	Fonds d'amortissement des emprunts du logement social
FASB	Financial Accounting Standards Board
Fedis	Fédération belge de la distribution
Federgon	Fédération des partenaires de l'emploi
FIF	Fonds de l'infrastructure ferroviaire
FLU	Fourniture de liquidités d'urgence
FMI	Fonds monétaire international
FOREM	Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi
FRA	Forward Rate Agreement
FSA	Financial Security Assurance
G7	Groupe des sept
G10	Groupe des dix
G20	Groupe des vingt
GAAP	Generally Accepted Accounting Principles
Gj	Gigajoule
GSE	Government-Sponsored Enterprise
HWWI	Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Institut
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
ICAP	Garban-Intercapital plc
ICN	Institut des comptes nationaux
IFM	Institutions financières monétaires
IFRS	International Financial Reporting Standards
INAMI	Institut national d'assurance maladie-invalidité
INE	Instituto Nacional de Estadística de España
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques (France)
IPC	Indice des prix à la consommation
IPCH	Indice des prix à la consommation harmonisé
IPCN	Indice des prix à la consommation national
IPN	Inflation Persistence Network
ISBL	Institutions sans but lucratif
ISTAT	Istituto Nazionale di Statistica (Italie)
KLEMS	Capital (K), travail (L), énergie (E), matières (M) et services achetés (S)
kWh	Kilowattheure
Libor	London Interbank Offered Rate
MBIA	Municipal Bond Insurance Association
MBS	Mortgage-backed Security
MFI	Monetary Financial Institution
MIR	Monetary Financial Institutions Interest Rates
MSCI	Morgan Stanley Capital International
NAIRU	Non-accelerating inflation rate of unemployment
NV	Naamloze vennootschap (SA)

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OICV	Organisation internationale des commissions de valeurs immobilières
OIS	Overnight Index Swap
OLO	Obligations linéaires
ONEM	Office national de l'emploi
ONP	Office national des pensions
ONSS	Office national de sécurité sociale
OPC	Organisme de placement collectif
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTC	Over the counter
PAC	Politique agricole commune
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PPA	Parités de pouvoir d'achat
PPIP	Public-Private Investment Program
Pricaf	Private Equity Sicaf
PTF	Productivité totale des facteurs
R&D	Recherche et développement
RBS	Royal Bank of Scotland
RFS	Fortis RBS Santander
RIR	Retail Interest Rates
RMBS	Residential Mortgage-backed Security
RNB	Revenu national brut
RPI	Royal Park Investments
SA	Société anonyme
SCN	Système de comptabilité nationale
SEBC	Système européen de banques centrales
SEC	Système européen des comptes
SESF	Système européen de surveillance financière
SFPI	Société fédérale de participations et d'investissement
SICAFI	Société d'investissement à capital fixe immobilier
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés
SNCB	Société nationale des chemins de fer belges
SPF	Service public fédéral
TALF	Term Asset-backed Securities Loan Facility
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEBL	Union économique belgo-luxembourgeoise
UEM	Union économique et monétaire
UPC	Union professionnelle du crédit
VDAB	Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding
WDN	Wage Dynamics Network

Liste des encadrés, tableaux et graphiques

Encadrés

Chapitre 1: Environnement international

Encadré 1: Rééquilibrage de la demande mondiale	7
Encadré 2: La soutenabilité des finances publiques	29

Chapitre 2: Politique monétaire de l'Eurosystème

Encadré 3: « Inflation négative » ou « déflation » : plus qu'une question de sémantique	42
Encadré 4: La réduction du levier d'endettement par les institutions financières monétaires de la zone euro	46
Encadré 5: Politique monétaire non conventionnelle de l'Eurosystème et de la Réserve fédérale des États-Unis	59

Chapitre 3: Production, dépenses et opérations courantes en Belgique

Encadré 6: Comparaison des récessions récentes en Belgique	71
Encadré 7: Transmission de la baisse de la demande mondiale aux branches d'activité en Belgique	79
Encadré 8: Le comportement d'épargne des particuliers	87

Chapitre 4: Marché du travail et coûts salariaux

Encadré 9: Les mesures d'aménagement du temps de travail soutenues par l'ONE	108
Encadré 10: Un nouvel indicateur de la formation en entreprise	115

Chapitre 5: Prix

Encadré 11: Prix et coûts dans le secteur laitier	139
---	-----

Chapitre 6: Finances publiques

Encadré 12: Évolution des dépenses primaires des administrations publiques en Belgique	158
Encadré 13: Le retour de l'effet boule de neige des finances publiques	167

Chapitre 7: Comptes financiers des particuliers, entreprises et administrations publiques

Encadré 14: Les raisons du succès des dépôts d'épargne en 2009	175
Encadré 15: Offre et demande de crédits aux entreprises: enseignements des enquêtes auprès des banques et des entreprises	182

Chapitre 8: Stabilité financière

Encadré 16: Reclassifications d'actifs entre catégories IAS/IFRS à la suite des amendements apportés à la norme comptable IAS 39	208
--	-----

Tableaux

Chapitre 1: Environnement international

1 Croissance du PIB dans les principales économies	3
2 Évolution économique aux États-Unis	17
3 Évolution économique au Japon	19
4 Évolution économique dans la zone euro	21
5 Croissance du PIB dans les pays de la zone euro	24
6 Solde de financement et dette des administrations publiques dans les pays de la zone euro	28
7 Indicateurs macroéconomiques pour l'Asie émergente	33
8 Situation économique en 2009 des nouveaux États membres de l'UE d'Europe centrale et de l'Est	36

Chapitre 3: Production, dépenses et opérations courantes en Belgique

9 Valeur ajoutée dans les branches d'activité	78
10 PIB et principales catégories de dépenses	83
11 Principales composantes et déterminants de l'excédent brut d'exploitation des sociétés, à prix courants	85
12 Déterminants du revenu disponible brut des particuliers, à prix courants	87
13 Prêt net au reste du monde	93

Chapitre 4: Marché du travail et coûts salariaux

14 Offre et demande de travail	110
15 Retraits anticipés du marché du travail	117
16 Taux d'emploi harmonisés en 2009	118
17 Incidence de la crise sur le chiffre d'affaires	119
18 Gel du salaire de base en période de crise	121
19 Coûts salariaux horaires dans le secteur privé	122
20 Coûts salariaux et productivité du travail dans le secteur privé	125

Chapitre 5: Prix

21 Indice des prix à la consommation harmonisé pour la Belgique	129
---	-----

Chapitre 6: Finances publiques

22 Normes relatives au besoin (-) ou à la capacité de financement des administrations publiques belges	149
23 Recettes des administrations publiques	151
24 Principales mesures fiscales et parafiscales	153
25 Recettes publiques par sous-secteur des administrations publiques	154
26 Dépenses primaires des administrations publiques	155
27 Dépenses primaires corrigées par sous-secteur des administrations publiques	156
28 Solde de financement de l'ensemble des administrations publiques et par sous-secteur	163
29 Évolution de la politique budgétaire structurelle	164
30 Dette brute consolidée de l'ensemble des administrations publiques	166

Chapitre 7: Comptes financiers des particuliers, entreprises et administrations publiques

31 Actifs et engagements financiers des administrations publiques	189
32 Besoins et moyens de financement de l'État fédéral	190

Chapitre 8: Stabilité financière

33 Évolutions des cours des actifs financiers et des primes de risque	200
34 Compte de résultats des établissements de crédit belges	210
35 Indicateurs de qualité des crédits octroyés par les établissements de crédit belges	212
36 Principales composantes du compte de résultats des compagnies d'assurances	216
37 Comparaison de la valeur de marché et de la valeur comptable du portefeuille de placement des compagnies d'assurances belges	217

Graphiques

Chapitre 1 : Environnement international

1	Total du bilan des banques centrales des principales économies avancées	4
2	Ampleur des mesures de relance budgétaires et des stabilisateurs automatiques dans le G20 durant la période 2009-2010	5
3	Échanges internationaux de biens	6
4	Évolution des conditions de marché	11
5	Prix des produits de base	12
6	Cours de change bilatéral des principales monnaies vis-à-vis du dollar des États-Unis	13
7	Profil trimestriel du PIB et des principales catégories de dépenses aux États-Unis	14
8	Activité et prix dans le secteur de l'immobilier résidentiel aux États-Unis	16
9	Profil trimestriel du PIB et des principales catégories de dépenses au Japon	18
10	PIB, consommation privée et investissements des entreprises dans la zone euro	20
11	Profil trimestriel du PIB et des principales catégories de dépenses dans la zone euro	20
12	Confiance des consommateurs, ventes du commerce de détail et immatriculation de voitures particulières neuves dans la zone euro	22
13	Investissements des entreprises et confiance des chefs d'entreprise dans la zone euro	22
14	Exportations de biens de la zone euro	23
15	Marché du travail dans la zone euro	25
16	Inflation, tendance sous-jacente de l'inflation et prix de l'énergie dans la zone euro	27
17	Profil trimestriel du PIB, des exportations et des importations en Chine	33

Chapitre 2 : Politique monétaire de l'Eurosystème

18	PIB en volume et indicateur de confiance dans la zone euro	40
19	Projections de croissance du PIB en volume et de l'inflation dans la zone euro	41
20	Octroi de crédits au secteur privé dans la zone euro	45
21	M3 et ses composantes	46
22	Incertitude relative à l'année calendrier suivante dans les prévisions individuelles collectées par <i>Consensus Economics</i> pour la zone euro	50
23	Déterminants du resserrement des conditions d'octroi de crédits aux sociétés non financières de la zone euro de 2003 à 2009	53
24	Besoin consolidé de liquidités et opérations d' <i>open market</i> de l'Eurosystème	54
25	Recours à la facilité de dépôt et taux d'intérêt du marché monétaire dans la zone euro	56
26	Anticipations des taux d'intérêt à court terme dans la zone euro	57
27	Écarts de taux entre l'Euribor et l'OIS	57
28	Taux d'intérêt à long terme et anticipations d'inflation	58
29	Structure des taux d'intérêt sur le marché monétaire dans la zone euro	64
30	Conditions monétaires dans la zone euro	64
31	Conditions de financement des institutions financières monétaires dans la zone euro	65
32	Conditions de financement auprès des institutions financières monétaires dans la zone euro: taux d'intérêt débiteurs	66
33	Taux de rendement sur le marché obligataire de la zone euro	66

Chapitre 3 : Production, dépenses et opérations courantes en Belgique

34	Croissance du PIB en Belgique dans une perspective historique	69
35	PIB en Belgique et dans la zone euro	70
36	Indicateurs des effets de la crise sur les équilibres macroéconomiques	71
37	Évolution du PIB et de la valeur ajoutée dans les principales branches d'activité	75
38	Indicateurs de conjoncture dans les principales branches d'activité	77
39	PIB et principales catégories de dépenses en Belgique	82
40	Investissements des entreprises	84
41	Consommation, revenu disponible et taux d'épargne des particuliers	86
42	Exportations en volume	91
43	Prix des exportations et des importations de biens	92
44	Évolution de la balance des opérations sur marchandises	94
45	Besoin (-) ou capacité de financement de l'ensemble des secteurs intérieurs et compte courant de la balance des paiements	94
46	PIB potentiel en Belgique	97
47	Dépenses de R&D, innovation et productivité totale des facteurs	99
48	Entrepreneuriat	99
49	Qualification et formation de la main-d'œuvre et productivité totale des facteurs	100
50	Réglementation des marchés de produits	101

Chapitre 4 : Marché du travail et coûts salariaux

51	Activité et emploi	105
52	Réaction de l'emploi intérieur lors des épisodes de récession de l'activité	106
53	Ajustement de l'emploi et du volume d'heures ouvrées à l'activité économique	106
54	Chômage temporaire et intérim	107
55	Évolution du chômage depuis son creux de mai 2008	111
56	Taux de chômage harmonisé en Belgique et dans les régions	112
57	Taux de chômage et entraves à l'activité résultant d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée	113
58	Taux de chômage harmonisé en Belgique et dans les autres États membres de l'UE	114
59	Taux d'emploi harmonisé en Belgique et dans l'UE	114
60	Stratégies de réduction des coûts en réponse à un recul du chiffre d'affaires	120
61	Indice des salaires conventionnels	123
62	Coûts salariaux par unité produite et écarts par rapport au taux de chômage d'équilibre	126
63	Handicap salarial des entreprises belges	127

Chapitre 5 : Prix

64	Inflation négative, sans baisse généralisée des prix	130
65	Écart d'inflation entre la Belgique et la zone euro	132
66	Prix à la consommation des produits pétroliers	134
67	Prix à la consommation du gaz et de l'électricité	136
68	Comparaison internationale du niveau des prix du gaz et de l'électricité sur le marché résidentiel	137
69	Prix à la consommation des biens alimentaires	138
70	Asymétries dans la formation des prix à la consommation	143
71	Tendance sous-jacente de l'inflation et coûts salariaux en Belgique et dans la zone euro	145

72 Inflation des biens industriels non énergétiques et des services et coûts salariaux par unité produite	146
73 Pratiques d'indexation des prix dans la branche des services	147

Chapitre 6: Finances publiques

74 Enrôlements à l'impôt des personnes physiques	152
75 Prélèvement implicite sur le travail	152
76 Recettes de l'impôt des sociétés	154
77 Dépenses publiques de soins de santé	157
78 Bénéficiaires de pensions du secteur privé	157
79 Subsidés aux entreprises: titres-services et réductions du précompte professionnel	158
80 Influence du cycle électoral sur la formation brute de capital fixe des administrations locales	158
81 Décomposition de la variation des charges d'intérêts	162
82 Recettes des communautés et régions	163
83 Dette publique en Belgique et dans la zone euro	165

Chapitre 7: Comptes financiers des particuliers, entreprises et administrations publiques

84 Décomposition de la variation de l'encours des actifs financiers détenus par les particuliers	171
85 Richesse des ménages	172
86 Coûts de financement externe des sociétés non financières en Belgique	173
87 Formation d'actifs financiers par les particuliers	174
88 Titres à revenu fixe détenus par les particuliers et taux de rendement à long terme	174
89 Résultats de l'enquête de l'Eurosystème sur la distribution du crédit bancaire: offre et demande de crédits au logement en Belgique	177
90 Écart de taux et répartition des nouveaux contrats hypothécaires selon le type de taux	178
91 Crédits défaillants non régularisés	178
92 Nouveaux engagements financiers des sociétés non financières: ventilation par instrument	179
93 Crédits accordés par les banques belges aux sociétés non financières résidentes: ventilation selon la durée du crédit	180
94 Volume et degré d'utilisation des crédits selon la Centrale des crédits aux entreprises: ventilation des entreprises en fonction de leur taille	181
95 Degré d'utilisation des crédits selon la Centrale des crédits aux entreprises: ventilation des entreprises en fonction de leur secteur d'activité	182
96 Cours boursiers et ratio cours-bénéfices en Belgique et dans la zone euro	188
97 Rendement des emprunts d'État à dix ans	191
98 Part détenue à l'étranger des OLO et des certificats de trésorerie émis par l'État belge	191

Chapitre 8: Stabilité financière

99 Dépréciations d'actifs et recapitalisations des grandes institutions financières mondiales	196
100 Primes sur les contrats dérivés de défaut à cinq ans	196
101 Rapport entre la valeur de marché et la valeur comptable des banques cotées en bourse	197

102 Primes sur les contrats dérivés de défaut souverains à cinq ans	199
103 Primes sur les contrats dérivés de défaut à cinq ans pour les institutions financières belges et européennes	205
104 Structure du bilan des établissements de crédit belges	206
105 Principales catégories de revenus et de coûts du secteur bancaire belge	211
106 Déterminants du résultat d'intérêts des établissements de crédit belges	211
107 Provisions pour pertes sur créances des établissements de crédit belges	213
108 Répartition géographique des actifs détenus par les établissements de crédit belges sous la forme de prêts et de titres de dette	213
109 Capital réglementaire et ratio de solvabilité	214
110 Résultats nets du secteur des assurances	215
111 Composition des actifs de couverture par activité d'assurance	216
112 Marge de solvabilité des compagnies d'assurances belges	218
113 Évolution des revenus de primes et du ratio combiné	219
114 Taux d'intérêt à long terme et rendement garanti des contrats de la branche 21	219

Annexes statistiques

Tableaux relatifs à l'activité économique et aux prix

I	PIB et principales catégories de dépenses, en volume	224
II	RNB et principales catégories de dépenses, en volume	225
III	Déflateurs du RNB et des principales catégories de dépenses	226
IV	RNB et principales catégories de dépenses, à prix courants	227
V	Valeur ajoutée des différentes branches d'activité, en volume	228
VI	Marché du travail	229
VII	Taux d'emploi	230
VIII	Taux de chômage	231
IX	Indice des prix à la consommation harmonisé	232
X	Revenus des différents secteurs, à prix courants	233
XI	Synthèse des opérations des grands secteurs de l'économie, à prix courants	234

Tableaux relatifs aux opérations des administrations publique

XII	Recettes, dépenses et solde de financement des administrations publiques	235
XIII	Solde de financement par sous-secteur des administrations publiques	236
XIV	Dette brute consolidée des administrations publiques	237

Tableau relatif aux opérations avec l'étranger

XV	Opérations courantes et en capital selon la balance des paiements	238
----	---	-----

Tableaux relatifs aux opérations monétaires et financières

XVI	Formation d'actifs et nouveaux engagements financiers des particuliers	239
XVII	Formation d'actifs et nouveaux engagements financiers des sociétés non financières	240
XVIII	Formation d'actifs et nouveaux engagements financiers des administrations publiques	241
XIX	Formation d'actifs et nouveaux engagements financiers des institutions financières monétaires	242
XX	Formation d'actifs et nouveaux engagements financiers des institutions financières autres que monétaires	243
XXI	Émissions nettes de valeurs mobilières des sociétés financières et non financières et des administrations publiques	244
XXII	Taux d'intérêt	245
XXIII	Principaux taux d'intérêt de l'Eurosystème	246
XXIV	Cours de change	247

Banque nationale de Belgique
Société anonyme
RPM Bruxelles – Numéro d'entreprise: 0203.201.340
Siège social: boulevard de Berlaimont 14 – BE-1000 Bruxelles
www.nbb.be



Éditeur responsable
Guy Quaden
Gouverneur

Personne de contact pour la publication
Philippe Quintin
Chef du département Communication et secrétariat
Tél. +32 2 221 22 41 – Fax +32 2 221 30 91
philippe.quintin@nbb.be

© Illustrations: Banque nationale de Belgique
Couverture et mise en page: BNB TS – Prepress & Image
Publié en février 2010

